

Bruxelles, le 17 février 2017
(OR. en)

6376/17

COPEN 53
EUROJUST 33
EJN 16

NOTE

Origine:	M. Kornelios Korneliou, Ambassadeur/Représentant permanent, Représentation permanente de Chypre auprès de l'Union européenne
en date du:	20 janvier 2017
Destinataire:	M. Jeppe TRANHOLM-MIKKELSEN, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne

Objet:	Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification faite par Chypre
--------	---

Monsieur le Secrétaire général,

Dans le contexte des obligations qui incombent à la République de Chypre en vertu de la décision-cadre 2009/829/JAI visée en objet, j'ai l'honneur de vous transmettre les notifications requises de la République de Chypre, ainsi que le texte de la loi n° 121(I)/2016, qui transpose la décision-cadre mentionnée ci-dessus dans son ordre juridique national.

(formule de politesse)

(s.) Kornelios Korneliou

Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire

Notification en vertu de l'article 27, paragraphe 2

Conformément à l'article 27, paragraphe 2, de la décision-cadre, la République de Chypre transmet par la présente au Secrétariat général du Conseil le texte de la législation nationale, la loi n° 121(I)/2016, transposant dans son ordre juridique national la décision-cadre susvisée.

La loi n° 121(I)/2016 est entrée en vigueur le 18 novembre 2016 après sa publication au Journal Officiel de la République de Chypre.

Notification en vertu de l'article 6, paragraphe 1

Les autorités compétentes de la République de Chypre sont les suivantes:

1. Lorsque la République de Chypre est l'État d'émission, l'autorité compétente pour rendre des décisions dans ce pays est la Cour d'assises ou le tribunal de district qui exerce la compétence pénale, qui est compétent pour juger l'infraction ou qui a rendu une décision relative à des mesures de contrôle.
2. Lorsque la République de Chypre est l'État d'exécution, l'autorité compétente dans ce pays pour la reconnaissance d'une décision relative à des mesures de contrôle rendue par un autre État membre est:
 - (a) le tribunal de district dans le ressort duquel réside la personne à l'encontre de laquelle la décision relative à des mesures de contrôle a été rendue par un autre État membre.

- (b) le tribunal de district de Nicosie, si le lieu de résidence de la personne concernée n'est pas connu ou si celle-ci ne réside pas dans la République de Chypre.

Notification en vertu de l'article 7, paragraphe 3

Le ministère de la justice et de l'ordre public est l'autorité centrale qui assiste les autorités compétentes pour émettre et reconnaître des décisions dans la transmission et la réception administratives des décisions et dans la détermination visée à l'article 9, tout comme dans toute correspondance officielle s'y rapportant.

Les coordonnées du ministère de la justice et de l'ordre public sont les suivantes:

Leoforos Athalassas 125
1461 Nicosia, Cyprus
Tél. +357 22805950/951
Télécopie: +357 22518356
Email: registry@mjpo.gov.cy

Notification en vertu de l'article 8, paragraphe 2

La République de Chypre notifie par la présente au Secrétariat général du Conseil que, en plus des mesures visées à l'article 8, paragraphe 1, de la décision-cadre, elle a également l'intention de suivre les mesures de contrôle suivantes:

- 1) l'obligation pour la personne concernée de ne pas se livrer à certaines activités en liaison avec l'infraction ou les infractions qui aurai(en)t été commise(s), notamment de ne pas exercer une profession déterminée ou ne pas exercer ses activités professionnelles dans certains secteurs;

- 2) l'obligation de déposer une certaine somme d'argent à titre de garantie ou de fournir un autre type de garantie, soit en un nombre déterminé de versements, soit en une seule fois;
- 3) l'obligation d'éviter tout contact avec certains objets ayant un lien avec l'infraction ou les infractions qui aurai(en)t été commise(s), ou qui sont considérés comme étant des preuves.

Déclaration en vertu de l'article 9, paragraphe 4

La République de Chypre déclare qu'elle n'acceptera la transmission d'une décision relative à des mesures de contrôle que dans le cas où une personne qui n'a pas sa résidence légale et habituelle en République de Chypre réside sur son territoire pendant une période d'au moins trois (3) mois.

Notification en vertu de l'article 21, paragraphe 3

La République de Chypre notifie au Secrétariat général du Conseil que, lorsqu'elle décidera de la remise de la personne concernée à l'État d'émission, elle appliquera également l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI relative au mandat d'arrêt européen.

Déclaration au titre de l'article 24

La République de Chypre accepte les certificats rédigés en grec ou en anglais.
